

L'assiette sous la loupe : État des lieux de la fabrication d'aliments au Québec



Vue d'ensemble



La pandémie de COVID-19 a mis en lumière l'importance de l'autonomie alimentaire et de la qualité des aliments produits au Québec. Stratégique pour notre économie, le secteur de la fabrication d'aliments (SFA) est en pleine transformation. Il fait face à de nombreux défis sociaux, technologiques et environnementaux.

En 2024, le Conseil de l'innovation du Québec (CIQ) a mandaté l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC) pour réaliser une étude détaillée sur le sujet. Le présent document se veut un condensé de ce [rapport](#). Il brosse le portrait du secteur, de ses enjeux et des opportunités à saisir. Nous souhaitons qu'il constitue le point de départ d'une mobilisation sectorielle bénéfique pour la fabrication d'aliments au Québec.

Le secteur de la fabrication d'aliments au Québec a connu une croissance notable de 2012 à 2022. Il représente :

- **1,6 % du PIB industriel québécois.** Le PIB a augmenté de 28,7 % (5,4G \$ à 6,9 G \$). Cette croissance est supérieure à l'ensemble des industries au Québec et à celle de la fabrication en général. Elle est supérieure à celle du Canada (16%) mais inférieure à celle de l'Ontario (29,5%).

- **62 000 emplois.** Le nombre d'emplois dans le secteur est passé de 57 760 à 61 910 (+7,2 %). Cette augmentation est légèrement supérieure à celle du même secteur en Ontario et au Canada.
- **Productivité en croissance relative.** La productivité du travail a augmenté de 12,9%, passant de 48,10 \$ à 54,30 \$ (en dollars enchaînés de 2012). Cette croissance appréciable demeure néanmoins largement en deçà de celle du Canada (+16,4%, de 50,50 \$ à 58,80 \$) et de l'Ontario (+18,8%, de 56,40 \$ à 67,00 \$).
- **90% des entreprises déclarent innover.** Ce chiffre représente la proportion d'entreprises qui ont introduit un nouveau produit ou procédé entre 2017 et 2019. À ce niveau, le Québec se démarque par rapport au Canada et à l'Ontario, qui se retrouvent respectivement à 75 % et 70 % pour la même période.

Cinq grands enjeux à relever



1. Des dépenses en R-D à la baisse

Entre 2017 et 2021, les dépenses en recherche et développement ont baissé de 22% passant de 57M \$ à 44M \$. Rapporté en part du PIB, ce chiffre est passé de 0,86% à 0,66% entre 2012 et 2022, ce qui est inférieur au reste du Canada et supérieur à l'Ontario.

De plus, le nombre d'emplois en R-D a diminué en définitive de 8,8 % entre 2017 et 2021, passant de 510 à 465 employés, suivant une tendance similaire au Canada et en Ontario.

Ainsi, même si les entreprises se montrent plus innovantes et bénéficient de divers programmes d'aide, il est important qu'elles continuent d'investir en R-D afin de continuer d'introduire de nouveaux procédés ou de développer et tester de nouveaux produits et services qui peuvent être introduits sur le marché.

2. Déficit de productivité vis-à-vis de l'Ontario et du Canada

Bien que la productivité du travail ait augmenté de plus de 12% entre 2012 et 2022, cette croissance demeure largement en deçà de celle de l'Ontario et du Canada. Le Québec perd ainsi du terrain en matière de productivité dans le secteur de la fabrication d'aliments.

3. Pénurie de main-d'œuvre

Le nombre d'emplois dans le secteur a crû de plus de 7 % sur dix ans, ce qui est supérieur au Canada et à la moyenne des industries au Québec. Toutefois, le secteur fait face à des taux élevés de postes vacants (7% en 2022), situation aggravée par une pénurie de main-d'œuvre.

4. Des émissions de gaz à effet de serre (GES) qui diminuent lentement

Malgré une croissance de plus de 28 % de son PIB sur dix ans, les émissions de GES dans le SFA ont diminué de 0,6 % au Québec, passant de 1152 000 à 1145 000 tonnes d'équivalent dioxyde de carbone. En revanche, le bilan du secteur est moins reluisant lorsqu'on le compare à l'ensemble des industries au Québec, dont les émissions de GES ont diminué de 2% pour la même période.

De plus, si on rapporte les émissions de GES par tranche de 1 000 \$ de PIB, l'intensité des émissions de GES du SFA au Québec demeure supérieure à la moyenne de l'ensemble des industries, et ce, malgré une baisse de 21 % contre une baisse de 16 % pour l'ensemble des industries au Québec.

5. Possibilité de croissance et concentration du marché

L'état du marché dans le secteur de la fabrication alimentaire comporte des difficultés importantes et freine l'émergence et le développement de nouvelles entreprises. En 2020, plus de la moitié des aliments achetés au Québec (52 %) provenaient de la province, tandis que 26 % provenaient du reste du Canada et 22 % d'autres pays. Il reste ainsi une bonne marge de manœuvre pour augmenter et favoriser l'achat d'aliments produits et transformés au Québec.

Le secteur se caractérise par une grande concentration du marché, soit les principaux acheteurs des fabricants d'aliments. En 2021, les trois plus grandes chaînes d'épicerie - soit Loblaw (21 %), Sobeys (19 %) et Metro (19 %) - contrôlaient 59 % des parts de marché. Si on ajoute les parts de marchés détenues par

les entrepôts (15,5 %), les magasins de grande surface et les supercentres (10,5 %) et les pharmacies (8 %), il ne reste qu'un maigre 7% que se partagent les autres détaillants et supermarchés.

Cinq opportunités pour le secteur



- 1. Renforcer les investissements en R-D et attirer des talents spécialisés en innovation** pour stimuler le développement de projets d'innovation (introduction de nouveaux procédés et de produits ou services sur le marché) qui contribueront à la croissance des revenus des entreprises.
- 2. Promouvoir l'automatisation et l'intégration de technologies numériques** pour faire face aux enjeux de main-d'œuvre.
- 3. Accentuer les efforts en innovation verte**, notamment en optimisant l'efficacité énergétique et en réduisant les matériaux utilisés. Ceci permettra de réduire l'impact environnemental.
- 4. Encourager les collaborations entre les centres de recherche et les entreprises** pour stimuler la création de produits et procédés plus durables.
- 5. Augmenter et favoriser l'achat d'aliments produits et transformés au Québec.** Des avenues peuvent être explorées pour encourager les produits locaux, recourir à l'étiquetage et à la traçabilité afin de différencier et promouvoir les produits d'ici, ou encore préconiser l'approche par filière visant à consolider des chaînes d'approvisionnement et de valorisation de produits alimentaires de proximité enracinés sur le territoire.

Adopter ces pratiques permettra aux entreprises d'améliorer leur productivité tout en réduisant leur impact environnemental.

[Lire le rapport complet.](#)